

ITALIE

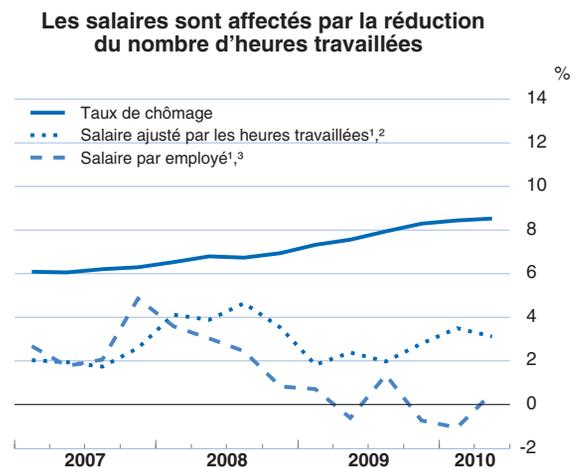
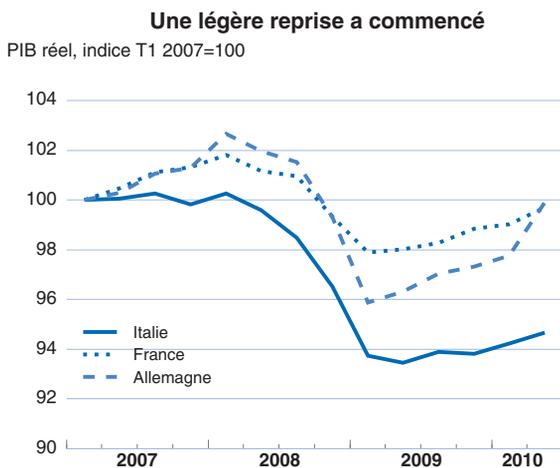
Après l'une des plus profondes récessions parmi les pays de l'OCDE, l'Italie a entamé une reprise modérée, qui se renforcera quelque peu ces deux prochaines années. L'investissement et l'exportation sont les moteurs du redressement de la demande. Le chômage est sans doute proche de son point haut, mais avec le démantèlement progressif du dispositif de soutien salarial de la *Cassa Integrazione*, le reflux du chômage risque de n'être pas très rapide. La croissance des revenus des ménages restera atone et sera tributaire d'une amélioration des revenus du travail indépendant, qui ont fortement chuté durant la période de ralentissement de l'activité. La hausse des prix à la consommation s'est accélérée en cours d'année, mais elle restera modérée tout au long de 2012.

Ces prévisions partent de l'idée que des mesures suffisantes seront prises pour atteindre l'objectif que le gouvernement s'est fixé pour ces deux prochaines années en termes de déficit sous-jacent, mais une croissance inférieure aux prévisions officielles pourrait empêcher le déficit effectif de tomber au-dessous de 3 % du PIB. Il sera difficile de maintenir le cap, bien que l'action menée dans le passé se soit traduite par une relative stabilité du taux d'intérêt des emprunts publics italiens. Pour des raisons de crédibilité, il faudrait mettre en place des mesures budgétaires structurelles (et non ponctuelles). Par ailleurs, il conviendrait de promouvoir des réformes au niveau de l'offre pour améliorer le potentiel à long terme de l'économie italienne.

La modeste reprise se poursuit

L'économie s'est redressée après son net recul de 2009 et elle s'est accélérée tout au long du premier semestre de 2010, à la faveur d'une vive reprise des exportations et de l'investissement. Cependant, la croissance s'est quelque peu affaiblie au troisième trimestre. Dans une très large mesure, cela tient à l'amélioration de la confiance sur les marchés du crédit, les entreprises étant moins contraintes d'économiser sur leurs fonds de roulement et sur leurs investissements. La hausse de

Italie



1. Pourcentage de variation par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente.
2. Salaire brut en équivalent temps plein.
3. Rémunération par employé dans le secteur privé.

Source : Institut National de la statistique (ISTAT) et base de données des Perspectives économiques n° 88.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932352937>

Italie : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2008	2009	2010	2011	2012
Emploi ¹	0.3	-1.7	-0.4	0.5	0.8
Taux de chômage ^{1,2}	6.7	7.8	8.6	8.5	8.3
Rémunération des salariés	3.7	-0.6	0.6	2.7	2.1
Coûts unitaires de main-d'œuvre	5.1	4.7	-0.4	1.3	0.5
Revenu disponible des ménages	2.2	-3.0	-0.1	2.8	2.6
Déflateur du PIB	2.8	2.1	0.7	1.2	1.1
Indice des prix à la consommation harmonisé	3.5	0.8	1.5	1.4	1.4
IPCH sous-jacent ³	2.2	1.6	1.5	1.3	1.4
Déflateur de la consommation privée	3.2	-0.1	1.6	1.5	1.4

1. Les données pour l'emploi pour l'ensemble de l'économie sont celles des comptes nationaux. Ces données comprennent l'estimation de l'Istat de l'emploi dans l'économie souterraine. L'emploi total compte environ 2 millions de personnes, circa 10%, de plus dans les comptes nationaux que dans l'enquête de l'emploi. Suivant l'usage des autorités italiennes, le taux de chômage est calculé par rapport aux données de l'enquête de l'emploi.

2. En pourcentage de la population active.

3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932354552>

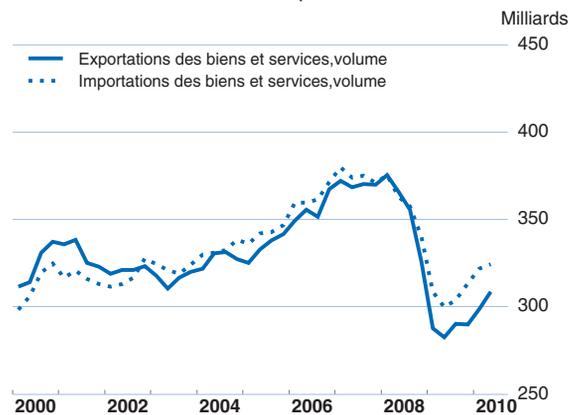
l'investissement en machines et équipements est due en partie à des allègements temporaires d'impôts dont la suppression contribue sans doute au ralentissement au deuxième semestre de 2010. En revanche, la consommation privée et la consommation publique sont restées atones : en effet, les revenus des ménages ont nettement régressé à cause de la récession, et le niveau élevé de la dette publique a pesé sur la politique budgétaire.

Italie

L'investissement¹ est faible
En pourcentage du PIB



Le commerce se redresse
En milliards d'euros, prix de 2000



1. Formation brute de capital fixe.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932352956>

Italie : Indicateurs financiers

	2008	2009	2010	2011	2012
Taux d'épargne des ménages ¹	8.2	7.1	5.1	5.8	5.9
Solde financier des administrations publiques ²	-2.7	-5.2	-5.0	-3.9	-3.1
Balance des opérations courantes ²	-3.6	-3.2	-3.3	-2.8	-2.3
Taux d'intérêt à court terme ³	4.6	1.2	0.8	1.1	1.8
Taux d'intérêt à long terme ⁴	4.7	4.3	3.8	3.7	4.5

1. Épargne nette en pourcentage du revenu disponible. Incluant "famiglie produttrici".

2. En pourcentage du PIB.

3. Taux interbancaire à 3 mois.

4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932354571>

Mais le chemin sera long

Malgré la reprise, le PIB restait au milieu de 2010 inférieur de plus de 5 % à son point haut du début de 2008. Cette baisse est plus marquée que dans la majorité des pays de l'OCDE et de l'UE et, jusqu'à présent, la reprise paraît confirmer la faiblesse tendancielle de la croissance au cours de la décennie qui vient de s'écouler. Bien qu'il se soit vivement redressé, l'investissement demeure nettement inférieur à sa part moyenne à long terme dans le PIB, ce qui nuit aux perspectives de croissance pour l'avenir.

Italie : Demande et production

	2009	2010	2011	2012	Quatrième trimestre		
					2010	2011	2012
	prix courants milliards d'€				Pourcentages de variation annuelle, en volume (prix de 2000)		
Consommation privée	911.6	0.4	0.6	1.0	0.2	0.8	1.1
Consommation publique	327.8	-0.3	0.1	0.0	-0.1	0.0	0.1
Formation brute de capital fixe	287.3	2.0	1.5	3.1	2.5	2.3	3.4
Équipement et outillage	131.7	8.0	3.3	4.4	7.9	3.5	4.9
Construction	155.7	-3.1	-0.3	1.8	-2.2	1.1	1.9
Construction de logements	71.7	-3.4	0.5	1.8	-0.4	1.1	1.9
Autres	84.0	-2.9	-0.9	1.8	-3.7	1.1	1.9
Demande intérieure finale	1 526.8	0.5	0.7	1.2	0.6	0.9	1.3
Variation des stocks ¹	- 0.4	0.2	-0.1	0.0			
Demande intérieure totale	1 526.4	0.7	0.6	1.2	0.3	0.9	1.3
Exportations de biens et services	363.9	7.9	6.7	5.3	10.2	5.7	5.3
Importations de biens et services	369.9	6.6	3.7	3.9	5.7	3.6	4.1
Exportations nettes ¹	- 6.0	0.3	0.8	0.4			
PIB aux prix du marché	1 520.3	1.0	1.3	1.6	1.3	1.5	1.7

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE* : Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>). Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932354590>

Le chômage pourrait bientôt atteindre son point haut, mais les revenus du travail indépendant sont très faibles

Le dispositif de soutien salarial de la *Cassa Integrazione* s'est considérablement élargi, aidant jusqu'à 350 000 travailleurs effectivement licenciés, mais restant formellement salariés, lorsqu'il a atteint son maximum en 2009 (leur nombre était revenu aux alentours de 250 000 au milieu de 2010). L'aide est prise en charge par l'État via l'employeur, de sorte que les données font apparaître une baisse des salaires par tête alors même que le salaire horaire n'a souffert que très peu de la récession. Cette protection de l'emploi a atténué la hausse du chômage déclaré, qui a probablement atteint son point haut, bien qu'il soit difficile de prédire ce qui se produira à mesure que les travailleurs sortiront de ce régime ouvrant des droits pour une durée maximale de deux ans aux dispositifs de chômage partiel. Au total, les revenus non salariaux des ménages ont été plus touchés que leurs revenus salariaux : les revenus nets du travail indépendant et de la propriété ont baissé de plus de 10 % en 2009 et l'épargne nette s'est contractée malgré le recul de la consommation.

L'inflation s'est accélérée

La hausse des prix à la consommation s'est accélérée ces derniers mois, atteignant 1.8 % en glissement annuel au troisième trimestre, contre 1.3 % en janvier. Cela tient en partie à la hausse des prix de l'énergie.

La discipline budgétaire a porté ses fruits...

Les emprunts publics italiens se sont relativement bien tenus sur les marchés obligataires par rapport à ceux d'autres pays d'Europe du Sud. Le gouvernement entend préserver ce résultat et commencer à faire baisser la dette publique, qui atteint un très haut niveau. Il a en outre durci la politique budgétaire dans la loi de finances pour l'exercice 2011-13 et se propose de ramener le déficit des administrations publiques à 2.7 % du PIB en 2012 et à 2.2 % en 2013.

... et les nouvelles mesures annoncées de durcissement budgétaire sont réalisables, mais la tâche sera ardue

Les prévisions de l'OCDE reposent sur l'hypothèse que les mesures visant à réaliser ces objectifs seront pleinement mises en œuvre au cours des deux dernières années de l'exercice 2011-13. Ces mesures comportent un gel de trois ans des rémunérations dans le secteur public et une sensible réduction des financements consacrés aux dépenses des administrations infranationales. On suppose également que les mesures prises pour lutter contre la fraude fiscale améliorent les recettes à hauteur d'environ 0.4 % du PIB. Ces mesures sont nécessaires, mais il faudra les appliquer systématiquement pour obtenir une hausse des prélèvements fiscaux supérieure à la progression relativement faible des revenus sur laquelle on peut tabler. Malgré une situation difficile, le gouvernement s'est à juste titre abstenu de recourir à de nouvelles mesures exceptionnelles de grande ampleur. Les prévisions de l'OCDE pour le besoin de financement en 2012 sont légèrement supérieures aux prévisions officielles, qui supposent une plus forte croissance de la production ; le ratio dette/PIB devrait atteindre son point haut en 2012, à environ 120 %..

**Le profil de la reprise
prévisible reflète les
indicateurs de confiance**

Selon les enquêtes de septembre, la confiance des consommateurs n'est pas encore rétablie de son déclin du début de 2010, alors que la confiance dans les entreprises manufacturières et extractives n'a cessé de s'améliorer ces dix-huit derniers mois. De ce fait, la faible reprise de la demande, après une croissance relativement lente au troisième trimestre, est essentiellement tributaire de l'exportation et de l'investissement, plutôt que des dépenses des ménages. Malgré tout, la consommation privée progressera quelque peu, car les revenus s'amélioreront et l'emploi se stabilisera et recommencera à progresser. La croissance de la consommation publique sera limitée par les restrictions budgétaires. L'investissement dans le secteur de la construction, résidentielle et non résidentielle, pourrait ne pas se redresser avant 2012.

**Les échanges continueront
de progresser**

Les exportations continueront de réagir à la croissance de la demande mondiale, bien que le marché du travail ne semble pas devoir contribuer à inverser la dégradation de la compétitivité de l'Italie ; pour ce faire, il faudra prendre des mesures de politique structurelle afin que l'économie soit mieux à même de répondre à la demande. Il faut donc s'attendre à de nouvelles pertes de parts de marché, mais les exportations connaîtront néanmoins une expansion nettement plus forte que celle des importations au cours des deux prochaines années.

**La segmentation du marché
du travail contribue à une
inflation supérieure à la
moyenne**

Les accords salariaux nationaux conclus cette année ne semblent guère avoir été sensibles à la faiblesse de l'économie. Cette tendance semble devoir se poursuivre, conduisant à une légère accélération des revenus salariaux par habitant en 2010-11 sous l'effet d'un certain redressement du nombre d'heures travaillées. En revanche, la flexibilité dans le vaste secteur informel s'est indéniablement reflétée dans la contraction des revenus du travail indépendant en 2009. Malgré l'écart de production très marqué, l'inflation devrait donc se révéler persistante, en se stabilisant à un niveau inférieur à 2 % mais sans doute légèrement supérieur à celui observé dans les autres grands pays de la zone euro.

**L'une des grandes
incertitudes a trait à
l'investissement**

Les risques extérieurs sont toujours présents, mais, sur le plan intérieur, le principal risque pour les prévisions de croissance concerne l'investissement des entreprises. Si la forte progression du premier semestre de 2010 tient plus aux mécanismes d'incitation gouvernementale qu'à une amélioration des perspectives économiques et des conditions financières, elle pourrait prendre fin, mais elle pourrait aussi s'accélérer considérablement si les entreprises ont la volonté et la capacité de financer des niveaux plus normaux d'investissement.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Italie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-9-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.